

Paris, le 16/10/2018



Communiqué de presse du groupe Les Républicains

Une autre politique budgétaire est possible

Le budget 2019 est un texte **peu courageux** qui creuse le déficit public, laisse dérapier la dépense publique, avec une dette qui se rapproche toujours un peu plus des 100% de la richesse nationale. Alors que tous nos partenaires européens ont entrepris des réformes structurelles importantes, nous restons à la traîne avec des indicateurs économiques alarmants.

C'est un budget **illisible** car sans ligne directrice claire, sans projet politique compréhensible. Il propose de prendre aux uns pour donner aux autres mais ne permet ni de rendre notre pays plus compétitif, ni d'augmenter durablement le pouvoir d'achat des Français.

C'est un budget **injuste** qui pénalise les Français les plus modestes et en particulier les retraités, les classes moyennes, les familles, tous ceux qui sont obligés de se déplacer en voiture.

Le Groupe Les Républicains s'oppose fermement à ce budget 2019, en proposant une autre politique budgétaire

La mère de toutes les batailles, c'est d'abord **la réduction de l'excès de dépenses publiques**. C'est un préalable indispensable pour pouvoir baisser les impôts des entreprises et des Français, sans mettre en péril les générations à venir. Nous n'aurions pas décidé nombre de mesures nouvelles en dépense, voulues par le gouvernement. **Aujourd'hui, les plans de dépenses de la majorité se multiplient alors qu'on ignore toujours les plans d'économies !** C'est pour cela que Laurent Wauquiez, Eric Woerth et Guillaume Larrivé ont proposé, au nom des Républicains, un plan d'économies de 30 milliards d'euros en année pleine.

Nous voulons en premier lieu rendre notre pays plus compétitif en réduisant les impôts et les charges qui pèsent sur les entreprises. C'est une condition fondamentale pour créer davantage de richesses et distribuer durablement du pouvoir d'achat aux Français. Sans création de richesse, les baisses d'impôts des uns sont financées par les hausses d'impôts des autres. Sans compétitivité, la France sera incapable de renouer avec la croissance et l'emploi.

Groupe les Républicains

Paris, le 16/10/2019

A cette fin, nous souhaitons :

- **Réduire les impôts de production** en commençant par abaisser le barème de la CVAE. Il s'agira d'un dégrèvement afin que la mesure n'entraîne pas de perte de recettes pour les collectivités.
- **Accélérer la baisse de l'impôt sur les sociétés** pour éviter que la transformation du CICE en baisse des charges ne se traduise par une hausse mécanique de l'impôt versé par les entreprises Française.
- **Réduire les charges employeur jusqu'à 3 Smic, et supprimer sans attendre toutes les charges au niveau du Smic** pour conserver des emplois industriels sur notre territoire.
- **Préserver le régime fiscal des brevets** qui est favorable en France mais qui est menacé par l'incapacité du Gouvernement à négocier avec l'OCDE. C'est absolument indispensable pour préserver l'un des rares outils d'attractivité fiscal de la France.

Nous voulons rendre la France plus juste en redonnant du pouvoir d'achat durable à tous les ménages Français. Pas via des transferts massifs entre catégories de Français. Nous proposons donc de :

- **Rétablir l'indexation des pensions de retraites, des allocations familiales et des APL**, pour éviter une perte mécanique de pouvoir d'achat alors que le Gouvernement veut les revaloriser six fois moins que l'inflation.
- **Geler les taxes sur les produits énergétiques en 2019** pour éviter une nouvelle hausse insupportable du prix des carburants alors que le prix du baril flambe.
- **Neutraliser la hausse du malus automobile** qui doit venir alourdir de 360 millions d'euros les achats de voitures neuves.
- **Baisser le barème de l'IR afin de tenir compte de l'effet négatif de 3 milliards d'euros du prélèvement à la source** sur le pouvoir d'achat des ménages redevables de l'impôt sur le revenu.
- **Défiscaliser totalement les heures supplémentaires pour permettre aux salariés**, et en particulier aux ouvriers, un gain de 500€ annuel de pouvoir d'achat, contre seulement 200€ avec la simple mesure de désocialisation du Gouvernement.

Voici donc les principaux amendements du groupe, que nous proposerons dans le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la sécurité sociale, pour restaurer notre compétitivité et rendre la France plus juste.

C'est par ces mesures ambitieuses, cohérentes et plus justes, que nous entendons relancer notre économie et offrir durablement plus de pouvoir d'achat aux Français.

Christian Jacob

Président du groupe LR

Éric Woerth

Président de la commission des Finances de l'Assemblée